

des annexions de territoire. Les faits le prouveront bientôt. Telle était la situation faite au Mexique, sous le triumvirat, par le manque de patriotisme de la classe aristocratique, par les ambitions des républicains, l'aveuglement et les illusions ridicules de tous.

## RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

1824-1835

La monarchie venait à peine d'expirer au Mexique, et déjà le triumvirat se trouvait assiégé par tous les partis qui voulaient lui imposer leur loi. Sans pouvoir suffisant pour réprimer l'influence des loges maçonniques ; sans moyens ni facultés pour satisfaire l'ambition de quelques-unes de ces assemblées, alors si puissantes ; sans sécurité, sans confiance et sans constitution ; luttant contre la tourbe des prétendants et contre la routine du régime colonial ; sans argent pour payer qui ou quoi que ce fût : tel était le bilan de ce pauvre triumvirat, avant et pendant la réunion du congrès du 23 juin 1823. Les capacités politiques et les dévouements patriotiques faisant complètement défaut parmi ces vanités ambitieuses, la liberté devait être sacrifiée, dès l'aurore de la république mexicaine, à la nullité despotique des gouvernants. Le corps législatif lança, le 2 octobre, la loi des suspects. Un décret spécial donnait au pouvoir exécutif la faculté d'emprisonner, « sans s'assujettir aux formes légales, » tous ceux qu'il « soupçonnerait de vouloir altérer la tran-

quillité publique. » L'inquisition n'allait pas si loin. Trois jours après la promulgation de ce décret, cinquante personnes de toutes les classes et de toutes les conditions furent subitement incarcérées, sans aucune formalité. La terreur vint se joindre à tous les maux qui désolaient le pays.

Le Guatemala secoua le joug de la métropole. Le congrès constituant sanctionna son indépendance le 1<sup>er</sup> décembre 1823, et donna l'ordre au général Vicente Filisola de revenir au Mexique avec ses troupes, laissant cette province se gouverner comme elle l'entendait. L'Angleterre envoya deux agents diplomatiques à Mexico, MM. Harvey et Ward; les États-Unis accréditèrent aussi M. Robert Poinsett; tous furent admirablement reçus par le gouvernement mexicain. Ces agents, devenus ministres plénipotentiaires, se mêlèrent de la politique intérieure pour brouiller encore davantage la situation, et pêchèrent en eau trouble des traités commerciaux plus avantageux pour leurs pays. « Ces contrats, disait Lorenzo Zavala, ressemblent à ceux du pauvre avec le riche, du faible avec le fort. » Le gouvernement mexicain, manquant d'intelligence ou trop confiant dans la bonne foi du cabinet de Washington, se laissa persuader par les États-Unis qu'il fallait réviser le traité des limites, conclu avec l'Espagne en 1819. Ces premières concessions amenèrent plus tard la guerre du Texas.

Les Espagnols ayant conservé la position qu'ils avaient avant le plan d'Iguala, les républicains résolurent de les expulser et de s'emparer de leurs biens et de leurs emplois. Les États de Jalisco, Queretaro, Cuernavaca, Oaxaca se préparèrent publiquement à cette mesure. Dans la nuit du 23 janvier 1824, la garnison militaire de Mexico, sous les ordres du général Lobato, renforcée par quelques citoyens, se souleva contre le gouvernement, en demandant l'expulsion des Espagnols de tous les emplois publics, tant que l'Espagne n'aurait pas reconnu l'indépendance du Mexique. Les insurgés qui occupaient le quartier de Los Gallos et le

couvent de Belen furent rejoints par les détachements du palais, de la municipalité, de l'hôpital, de l'hôtel des monnaies et des casernes. Le gouvernement, ne trouvant plus personne à qui donner des ordres, se réfugia dans l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul où se tenaient les sessions du congrès. Santa-Anna offrit alors son épée au pouvoir exécutif, mais l'attitude du congrès rendit cette offre à peu près inutile. Le pouvoir réunit des troupes à la hâte, le congrès déclara qu'il n'obéirait pas aux injonctions d'une force armée. Les insurgés restèrent inactifs pendant deux jours. Le général Lobato finit par se soumettre au gouvernement; les officiers principaux firent de même; le lieutenant-colonel D. José Staboli refusa l'amnistie et se décida à prolonger la lutte. Il fut pris dans la nuit du 26 et condamné à mort le lendemain; mais cette peine fut commuée en un exil perpétuel. Si la loi avait été inexorable, la liberté des citoyens, l'ordre public et la volonté nationale n'eussent sans doute pas été si souvent sous l'empire des baïonnettes et le jouet du premier soldat venu.

Cette conspiration ridicule n'eut pas d'autre suite, mais elle entraîna deux conséquences très graves : celle d'inaugurer les voies de fait, les pétitions à main armée, et celle de soulever ce qu'on appela « la question espagnole. » Aussi la tranquillité publique était-elle à peine rétablie, que dans la session du 30 janvier, le congrès proposa la mesure suivante : — « Une commission spéciale, ayant en vue le plan d'Iguala et le traité de Cordova, présentera un projet de loi pour régulariser clairement les conditions et les obligations que devront remplir les Espagnols pour jouir des garanties indiquées dans lesdits plan et traité. » Cette mesure n'avait d'autre but que l'expulsion des Espagnols qui se vérifia plus tard.

A cette époque, l'enthousiasme pour l'initiation aux rites maçonniques tenait du vertige. Les yorkinos ou communistes, importés des États-Unis par M. Poinsett, commençaient à prendre une grande prépondérance sur les écos-

sais. Cette prépondérance se devait surtout aux iturbidistes qui se rangèrent du côté des yorkinos, pour se venger de la conduite des écossais contre l'ex-empereur. Néanmoins, ces dissensions intérieures n'empêchaient pas les députés de travailler à l'acte constitutif de la confédération, qui fut sanctionné et publié le 1<sup>er</sup> février 1824. Cet acte opposait une certaine barrière aux prétentions des partis; il fut la cause de la retraite du général Michelena qui demanda la légation de Londres, de Lucas Alaman qui rentra dans la vie privée, et du chanoine La Llave qui retourna à sa botanique. Ce changement de ministres n'avait pourtant aucune signification importante, car peu de temps après, MM. La Llave et Alaman reprirent chacun son ancien portefeuille. L'acte constitutif ne donna pas la moindre sécurité au gouvernement qui voyait partout des conspirations; celle appelée de la rue Celaya, fut cause de plusieurs condamnations à mort, de l'incarcération de quelques citoyens et de l'exil des généraux Bustamante et Quintanar; mais l'inanité de ces conspirations modifia la rigueur de ces peines.

Sur ces entrefaites, Santa-Anna fut envoyé dans le Yucatan pour pacifier cette province, souvent en guerre à cause de la rivalité de sa capitale Merida, avec le port de Campeche. Accueilli par les démonstrations les plus sympathiques, il sut bientôt rétablir l'ordre et fut nommé gouverneur de cet État. Il organisa divers corps actifs et permanents, remit les places et les forts en état de défense et rétablit partout la confiance et la prospérité. En apprenant la mort d'Iturbide, le colonel Benito Azmar, commandant la place de Merida, prit la parole dans le salon du palais et termina sa harangue, à Santa-Anna, en applaudissant « à la mort du tyran. » A quoi Santa-Anna répondit : — « C'est un infâme assassinat ! Messieurs, si la mort du chef d'Iguala vous semble avantageuse à la patrie, vous pouvez l'en féliciter; mais non pas moi, qui vois dans cet événement tragique et criminel une tache éternelle pour l'histoire du Mexique. » — Ces paroles étaient d'autant plus remarquables dans la

bouche du général, qu'il avait été le premier à lever l'étendard de la révolte, lorsque Iturbide eut dissous le congrès.

Le 28 septembre 1824, tous les votes pour la nomination du président étant arrivés, on procéda au scrutin. Le général D. Guadalupe Victoria ayant obtenu les suffrages des législatures de Tabasco, Zacatecas, Jalisco, Puebla, Coahuila, Guanajuato, Tamaulipas, Durango, S. Luis Potosi, Queretaro et Yucatan, et le général Pedraza, deux seulement, Victoria fut élu président. Le général D. Nicolas Bravo obtint la vice-présidence. Guerrero, Victoria et Bravo avaient été parfaitement unis pendant leur triumvirat, ne songeant qu'à l'intérêt public; mais une fois que la fortune et l'opinion se déclarèrent pour Victoria, l'amour-propre les sépara, et comme chacun d'eux était affilié à un parti différent, ils devinrent bientôt de mortels ennemis. Le 4 octobre la constitution était achevée, promulguée, et cinq jours après le gouvernement fédéral s'installait officiellement.

Sous la présidence du général Victoria qui dura jusqu'au mois d'avril 1829, MM. Lucas Alaman, Manuel Gomez Pedraza, Sebastian Camacho, José Espinosa de los Monteros, Juan de Dios Cañeda et José Maria Bocanegra furent successivement ministres des affaires étrangères; Miguel Ramos Arizpe et José Espinosa de los Monteros se partagèrent le portefeuille de la justice; Ignacio Esteva, Thomas Salgado, Francisco Garcia et Bernardo Gonzalez Angulo, celui des finances; Manuel Gomez Pedraza, Manuel Rincon, Vicente Guerrero et Francisco Moctezuma, celui de la guerre. On le voit, dès l'origine de la fédération, les changements ministériels ne firent pas défaut. A cette époque on délégua auprès du saint-siège un agent diplomatique qui se promena pendant dix-sept ans en Italie sans pouvoir obtenir un concordat du souverain pontife. Dans le même temps, le congrès refusa de reconnaître l'agent français comme ministre plénipotentiaire, tant que la France ne reconnaîtrait pas l'indépendance du Mexique.

Avant de parler des événements survenus pendant la pré-

sidence du général Victoria, je crois devoir reproduire ici la manière dont les Mexicains envisageaient la constitution de 1824. Leur appréciation n'est, peut-être, pas impartiale, mais les événements ont justifié leur critique et c'est pourquoi je la cite. Dans une histoire il ne suffit pas d'enregistrer les faits, les uns après les autres, il faut encore les expliquer, en révélant les causes qui les ont produits. Rafael de la Colina dit, en parlant de cette constitution : — « Modelée sur celle des États-Unis, elle est devenue pour nous une plante exotique qui n'a donné plus tard que des fruits amers, nuisifs et vénéneux. La seule réflexion qu'elle était la forme du gouvernement fédéral démocratique la mieux adaptée aux nécessités de la république du nord, cette seule réflexion, dis-je, aurait dû nous convaincre qu'elle était la moins applicable à nous. Deux peuples qui n'ont aucune analogie et n'en auront jamais, peuvent-ils être assujettis à la même constitution politique? »

Voici la confession échappée à Luis de la Rosa, le plus tenace défenseur des principes démocratiques fédéraux, dans un discours pour l'anniversaire de l'indépendance : — « La république du Nord, dit-il, est la seule qui, s'étant constituée a observé inviolablement sa sage constitution, et l'a fortifiée par bien des années de paix et de prospérité. Mais aussi, quelle différence entre la situation du Mexique et celle des États-Unis, quand l'une et l'autre ont proclamé leur indépendance. Dans les colonies de l'Amérique du nord, il n'y avait pas, comme au Mexique, une classe de conquérants et une nation conquise; il y avait là-bas une colonisation et non pas une conquête; les anciens habitants furent exterminés ou réduits en esclavage et ne restèrent pas, comme ici, un peuple nombreux, soumis par sa civilisation arriérée à la domination la plus oppressive... Là-bas, les colons conquièrent leurs droits peu à peu, recevant de la métropole même la concession de ses libertés; de sorte qu'on peut dire, qu'aidés, en une certaine manière, par la mère patrie, ils travaillèrent pendant plus de deux siècles à implanter les

principes d'une constitution qui existait, en quelque sorte, quand ils n'ont fait que la formuler, au moment de leur indépendance. »

Le rapport de la commission de la chambre des notables, est plus explicite et plus instructif dans ses appréciations historiques; voici quelques extraits importants de ce qu'il dit à ce sujet : — « Mal comprises dès le commencement, les combinaisons si compliquées du gouvernement que l'on avait voulu acclimater par force dans la nation, la souveraineté des États, plante exotique transportée dans les provinces de la Nouvelle-Espagne habituées à un état de choses passif, sans vertus, sans lumières et sans habileté pour développer pacifiquement les institutions; il n'est pas facile de dire combien tout cela jeta de désordre dans les esprits, d'orgueil et d'insubordination. Ce n'était pas là, comme le proclamaient des rêveurs, des entêtés politiques, de brillants satellites tournant harmonieusement autour d'un centre vigoureusement constitué, mais au contraire des corps errants, sans règle de direction, sans but marqué dans leur route, entre lesquels tout homme sensé pouvait prophétiser des chocs continuels et violents. Ne parlons pas de cet amas de lois incohérentes entreprises à la tâche comme par un ouvrier besoigneux, ni du labyrinthe inextricable dans lequel se trouvèrent enlacés le système financier, et surtout les lois concernant le commerce et l'industrie . . . . .

« Les chefs militaires dépendant de la fédération, et qui commandaient les forces de l'armée dans les États, étaient les ennemis acharnés et jurés des gouverneurs, et en général de toutes les autorités civiles, s'épuisant en vain à se faire respecter par la force. C'est ce qui fit créer et augmenter les milices civiques, création amphibie qui, sans remédier aux dépenses des corps disciplinés, ne servait qu'à alimenter l'oisiveté et le vagabondage, et dont l'organisation informe était une menace incessante pour l'ordre public... L'antagonisme qui existait auparavant entre les chefs de l'État et ceux de l'armée s'introduisit parmi les troupes permanentes

et la milice civique. Qu'importait que les limites du pouvoir général et de celui des États fussent bien marquées par la constitution... Une simple feuille de papier, privée de sanction morale, et qui n'abrite pas efficacement tous les intérêts, a toujours été une digue impuissante pour résister aux envahissements d'une ambition désordonnée, la plus funeste de toutes les passions politiques. Les premières résistances des petites souverainetés étaient timides; mais bientôt convaincues que la fédération manquait d'énergie pour les contenir, et que des menaces stériles étaient les seuls moyens de répression en son pouvoir, elles ne mirent plus de bornes à leurs usurpations; la guerre fut faite ouvertement et sans quartier; les États indépendants formèrent entre eux de fortes coalitions qui permettaient de rendre plus vigoureuses leurs attaques contre le pouvoir central, et le gouvernement général vit avec le sentiment d'une rage impuissante réduire peu à peu son influence et ses ressources, ne vivant pour ainsi dire que grâce à la générosité d'autrui.

« En même temps, il avait à soutenir les attaques incessantes et acharnées de la représentation nationale qui lui disputait sans relâche ses attributions... Aussi les luttes entre le législatif et l'exécutif devinrent-elles la plaie incurable et la maladie chronique d'une organisation aussi vicieuse; cette maladie ne pouvait être combattue que par les subventions du trésor, destinées, entre les mains des présidents, à acheter les majorités, qui n'en gardaient pas moins une attitude hostile. . . . .

« Séduire l'armée avec de l'or, de l'avancement et des grades que l'on distribuait à des individus sans autre titre que la trahison; tromper les soldats au moyen de promesses mensongères, leur laisser croire qu'ils seraient payés avec exactitude; entraîner la plèbe dans des séditions qu'on avait l'espoir de voir se changer en anarchie et en désordre; spéculer par avance avec les indignes trafiquants du trésor public au moyen de contrats ruineux pour le pays; offrir l'occupa-

tion des emplois existant ou à créer pour satisfaire les révolutionnaires achetés, tels furent les principaux ressorts mis en jeu pour enflammer les esprits et faire triompher les *pronunciamientos*. »

Ces citations suffiront à peindre l'état de choses créé par la constitution de 1824. Le président Victoria, un des patriotes les plus respectables de la révolution, se reposait sur ses lauriers avec ses ministres; ils publiaient les lois décrétées par le pouvoir législatif, veillaient à leur exécution et croyaient remplir ainsi les devoirs de leurs fonctions. Le 12 avril, le congrès, en présence de cette apathie, provoqua une motion pour obliger les ministres à venir une fois par semaine rendre compte à l'assemblée des affaires de l'État. Le premier acte administratif du nouveau président fut de contracter un emprunt de vingt-quatre millions de piastres, avec plusieurs banquiers anglais. Souscrit à des conditions onéreuses, cet emprunt fut encore diminué par des banqueroutes et par les dilapidations du ministre des finances et de ses agents. Sans procurer des ressources proportionnées à son importance, il devint, par l'accumulation des intérêts, le principe de cette énorme dette qui s'éleva, en 1850, au chiffre de deux cent cinquante-sept millions quarante et un mille deux cent cinquante francs.

L'attention publique occupée par les événements que je vais esquisser à grands traits se mêla fort peu de la conduite du pouvoir exécutif. On se rappelle que le fort de S.-Jean d'Uloa était encore occupé par les Espagnols; le président Victoria voulait absolument s'en emparer pour rendre libre le commerce de Vera-Cruz; il chargea le général D. Miguel Barragan de le réduire. Le général, non sans de grands efforts, eut l'honneur de faire capituler cette place le 18 novembre 1825. La capitulation fut honorable pour les Espagnols et la garnison se rembarqua pour la Havane aux frais du gouvernement mexicain. L'Espagne perdit ainsi le dernier point qu'elle occupait sur cette vieille terre conquise par Fernand Cortez.

« Si nous considérons les événements qui eurent lieu en 1825 et 1826, dit M. Suarez Navarro, dans son histoire de cette époque, nous verrons que le pouvoir exécutif devait fatalement sortir de l'orbite de ses attributions. A peine les principes républicains fédéraux étaient-ils sanctionnés et les droits respectifs tracés, que le congrès constituant érigeait la dictature, trouvant insuffisants, pour l'administration intérieure, les pouvoirs accordés au gouvernement par la loi fondamentale... Nos hommes ont toujours gouverné la république au moyen de lois de circonstance, pour suppléer aux lacunes de la constitution et à son manque d'harmonie avec notre mode d'être, comme au genre de civilisation dans lequel nous nous trouvions. » Ceci était tellement vrai que le président ne pouvait faire respecter les lois et maintenir l'ordre que par des pouvoirs extra-constitutionnels. Le même fait se reproduisit dans les départements. A l'exemple de la capitale, les législatures provinciales accordèrent à leurs gouverneurs des facultés extraordinaires.

En dépit de ces facultés accordées à tous les chefs d'État, la lutte entre les deux loges maçonniques faisait prévoir des troubles prochains. M. Poinsett, ministre des États-Unis, avait ouvert un grand temple et donnait une extension considérable au rite des yorkinos. Le club des écossais n'était pas moins actif, mais il avait perdu beaucoup de son influence par la défection des iturbidistes. D. Vicente Guerrero, derrière lequel se cachait M. Poinsett, était le chef des yorkinos. Ce parti devint le maître de la situation; D. Nicolas Bravo présidait le club des écossais. La guerre qu'ils se faisaient réciproquement engendra la conspiration Arenas.

Le 19 janvier 1827, le P. Arenas eut une entrevue avec le général D. Ignacio Mora, pendant laquelle il lui révéla le plan d'une conspiration, ayant pour but le rétablissement de la monarchie espagnole, et l'engagea fortement à donner sa coopération aux conspirateurs. Le général lui demanda d'autres renseignements, puis une autre entrevue pour le jour suivant et s'en alla tout de suite avertir le président de

ce qui se tramait contre la république. Les ministres, aussitôt assemblés, résolurent que, le lendemain, cinq témoins se cacheraient dans la chambre où devait avoir lieu le rendez-vous, afin d'entendre la conversation et pouvoir déposer ensuite contre le P. Arenas. Ces cinq témoins furent D. José Maria Tornel, secrétaire particulier du président et député de Vera-Cruz, D. Francisco Molino del Campo, sénateur et gouverneur du district fédéral, le lieutenant-colonel D. Ignacio Falcon, D. Joaquin Muños et D. Francisco Ruiz Fernandez. Le P. Arenas tomba dans le guet-apens, et fut incarcéré le même jour.

Cette conjuration servit de prétexte aux plus odieuses et aux plus violentes attaques des deux partis. « Les yorkinos, dit D. Lorenzo Zavala, en parlant de cette triste affaire, exagéraient les progrès de la conspiration, pour en faire retomber tout l'odieux sur le parti écossais, qu'ils croyaient ou feignaient de croire complice de cet attentat. Les écossais, de leur côté, au lieu de présenter les faits dans leur vérité, niaient l'existence même du fait; ils attribuaient cet événement à un artifice des yorkinos, et paraissaient croire que c'était un drame représenté pour leur donner de l'importance; ils arrivèrent à dire que le ministre des États-Unis, M. Poinsett, avait conseillé au P. Arenas de faire ce pas. » Quelle que soit la mesure de l'exactitude de ces accusations, il n'en est pas moins vrai que le nombre des incarcérés, à propos de cette conspiration, fut très considérable. Les Espagnols devinrent suspects dans toute la république; l'animosité des Mexicains contre eux redoubla de tous les côtés et beaucoup furent emprisonnés. Le 22 mars, le ministre de la guerre ordonna pareillement l'arrestation des généraux Celestino Negrete, José Echevarri et d'un autre général espagnol du nom de Arana.

L'arrestation de ces généraux, trouvée injuste et arbitraire, souleva l'indignation du peuple. L'instruction de leur cause fut confiée aux colonels, — gradués généraux, — Andrade, Arago et Romero, yorkinos, et Facio, écossais,

Les principaux accusés Arenas, Martinez et Segura avouaient le complot, mais ne voulaient révéler le nom d'aucun complice. Pedraza, désirant se faire un piédestal de cette conspiration, était l'âme de tout le mouvement qui en fut la suite; il lui donna des proportions colossales pour compromettre les gens les plus notables du parti écossais. Les documents volumineux de ce procès prouvent à l'évidence que les partis en firent une arme de vengeance; il n'est donc pas étonnant de voir le verdict de la justice remis aux calendes grecques pour ce procès qui passionnait tout le Mexique. En attendant ce verdict, les troupes se soulevaient à Durango et dans d'autres provinces contre le gouvernement fédéral. Ces insurrections avaient pour but, en certaines localités, l'expulsion des Espagnols; dans d'autres, le remplacement des autorités locales par des hommes favorables à un gouvernement central. A Vera-Cruz, le parti écossais chassa de la ville D. Ignacio Esteva, élu commissaire général par les yorkinos, ce qui fut cause du pronunciamiento du colonel Rincon. Les émeutes se propagèrent par la nonchalance du gouvernement ou son impuissance à les réprimer. Le 3 septembre, l'État de Jalisco fulmina son décret d'expulsion contre les Espagnols, le congrès de Mexico suivit son exemple le 8 octobre; ils furent imités par les États du Michoacan, de Vera-Cruz, et bientôt cet ostracisme devint général.

Les auteurs de toutes les émeutes qui occasionnèrent la promulgation de ces décrets, restèrent impunis, le général Pedraza ne voulant pas leur résister par la force, pour éviter la guerre civile. Le parti écossais, contre lequel se dirigeaient tous les coups, craignant d'être proscrit des emplois lucratifs et voyant le congrès se soumettre aux caprices des yorkinos, courut aux armes pour faire respecter ses droits. Un nommé Manuel Montaña fit un pronunciamiento dans la petite ville d'Otumba. Son plan, précédé d'une proclamation, révèle de suite la main qui le faisait agir; il ne se composait que des quatre articles suivants :

« ART. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement suprême aura l'initiative au congrès général de l'Union pour exterminer dans la république toutes sortes de sociétés secrètes, quels que soient leur nom et leur original.

« ART. 2. Le gouvernement suprême renouvellera complètement son ministère, choisissant pour ces fonctions des hommes connus par leur probité, leur mérite et leurs vertus.

« ART. 3. Il donnera, sans perdre de temps, un passe-port au ministre des États-Unis près de la république mexicaine.

« ART. 4. Il fera observer strictement et religieusement notre constitution fédérale et nos lois existantes.

« Otumba, 23 décembre 1827. — J. Manuel Montaña. »

Le général Bravo, vice-président de la république, chef de ce mouvement, partit brusquement de Mexico pour appuyer Montaña. Voici un extrait de la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet : « M. le lieutenant-colonel D. Manuel Montaña. — Soliterra, 2 février 1828. — Mon cher ami. Désirant développer et propager votre mouvement, je me suis résolu à quitter Mexico; et me trouvant ici, je désire aller au point que vous occupez; mais avant, je désire que vous me disiez dans quel endroit il se trouve, quelle est la force que vous avez maintenant, et quelles sont les opérations entreprises jusqu'à présent contre vous par le général Guerrero. — Nicolas Bravo. »

Deux autres lettres suivirent la première. Bravo justifiait sa révolte en disant : — « Il est nécessaire de guérir le mal dès son origine et d'arracher la racine des sociétés secrètes qui le causent; il faut inutiliser les principaux instruments des factions qui se composent de deux ou trois ministres et de celui des États-Unis. Il est également indispensable d'obtenir le rétablissement de l'observance des lois, si souvent et si scandaleusement enfreintes et méprisées par ceux mêmes que la nation a chargés de les faire exécuter. » Mais comme le général Pedraza, ministre de la guerre, était un des hommes désignés comme devant être chassés du ministère, il défendait une cause personnelle en défendant celle